



## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 10 février, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 4 février 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

### Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, Mme HOLGADO, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. GABARD, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

### Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. LIMINIANA à Mme QUERAL, Mme HERMILLY à Mme FLORENTIN

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. GABARD est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

### 9 – FIXATION DUREE D'AMORTISSEMENT M14 DES BIENS DE FAIBLE VALEUR - BUDGET PRINCIPAL M14

#### Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Monsieur le Trésorier Municipal a rappelé à la Collectivité que tous les biens devaient être amortis même les biens de faible valeur.

Or, par délibération en date du 17 décembre 1996, le conseil municipal avait décidé d'apporter deux ajustements à la délibération en date du 18 décembre 1995 à savoir :

- les biens d'une valeur unitaire inférieure à 152,45 € ne sont pas amortis sauf si la valeur cumulée de plusieurs biens identiques était représentative au sens du Plan Comptable Général de 1982 et à son esprit ;
- les biens d'une valeur unitaire compris entre 152,45 € et 762,25 € seront amortis sur une année.

En application des dispositions de l'article L2321-2-27 du Code des collectivités territoriales, la collectivité se doit d'amortir les biens de faible valeur.

Il est proposé au conseil municipal d'abroger la délibération du 17 décembre 1996 et d'amortir les biens dits de faible valeur dans les conditions suivantes, et ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 :

- bien dont la valeur unitaire est inférieure à 152,45 € : sur une durée d'un an,
- bien dont la valeur unitaire est comprise entre 152,45 € et 762,25 € : durée calculée en fonction de la nature du bien.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 2 février 2015 et a émis un avis favorable.

#### Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 13/02/15

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20150210-19484-AU-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur Francis RIMARK

